

**Trentième session du
Comité Intergouvernemental d'Experts
CEA**

Rabat 03 Mars 2015

**Discours de M. le Secrétaire Général
de l'UMA**

Madame la Directrice du Bureau de la CEA,

Chers collègues,

Mesdames et messieurs

C'est pour moi, comme toujours, un grand plaisir d'assister à cette réunion du comité intergouvernemental d'experts de la Commission Economique pour l'Afrique qui s'est imposé comme un exercice de réflexion incontournable sur les questions relatives au développement de l'Afrique du Nord et qui réunit des experts internationaux de haut niveau. Je vous remercie pour cette invitation.

Permettez-moi tout d'abord, de rappeler l'excellence des relations entre le Secrétariat Général de l'UMA et la Commission Economique pour l'Afrique et plus spécialement son bureau pour l'Afrique du Nord. La CEA nous a constamment soutenus dans notre démarche visant à renforcer et à améliorer les mécanismes de notre intégration régionale, et ce depuis 1994. La CEA a durant l'année écoulée organisé des ateliers importants pour l'intégration du Maghreb, notamment un séminaire sur la facilitation du commerce transfrontalier, un autre sur les chaînes de valeur industrielles.

Elle a réalisé une étude sur un mécanisme autonome de financement des institutions de l'UMA et l'a présenté aux représentants des pays maghrébins. Nous n'avons pas encore eu d'échos à cet égard. Nous avons également réalisé avec le concours de la CEA, le plan d'action dans le cadre de l'initiative BIAT (boosting intra-african trade) pour la réalisation de la zone de libre échange africaine.

Toutes ces activités vont dans le sens d'une stimulation de l'intégration économique des pays du Maghreb, sachant que le commerce intr-maghrébin est encore à un niveau de 3% du commerce extérieur des pays maghrébins. Or dans une économie globalisée, l'intégration économique régionale est une nécessité absolue. Et ce pour plusieurs raisons.

D'abord, A travers tous les continents les pays se constituent en blocs économiques. A moins d'être aussi puissant que la Chine ou le Japon, un pays seul ne pourra jamais faire face aux crises économiques et encore moins émerger. Rien qu'en Afrique, on compte huit communautés économiques régionales. Certaines plus avancées dans leur intégration économique que d'autres. Il faudrait à ce propos,

encourager des processus de fusion afin d'agrandir davantage les zones intégrées et aller vers la concrétisation de la Zone de libre-échange continentale.

Par ailleurs, l'intégration régionale permet une meilleure exploitation des ressources disponibles et la création de chaînes de valeur bénéfiques à tous les pays membres de l'espace intégré. D'ailleurs, d'après les chiffres du FMI, les pays intégrés dans des blocs économiques réalisent de meilleurs taux de croissance que ceux qui n'appartiennent à aucune CER.

L'Afrique est en train de réaliser des taux de croissance appréciables, certes. Il reste cependant beaucoup à faire pour améliorer le niveau de vie des populations et leur créer des opportunités d'emploi.

Afin de réaliser un développement constant et inclusif, il faut à mon avis la combinaison de deux choses : le développement des infrastructures et l'approfondissement du processus d'intégration. Ce sont ces deux conditions à mon avis qui permettront à l'Afrique, y compris au Maghreb non

seulement d'émerger mais aussi de réduire sa dépendance vis-à-vis des marchés traditionnels et vis-à-vis de la gamme de produits exportés jusque-là.

Parallèlement à cela, un effort devrait être entrepris dans le domaine de la facilitation du commerce et la suppression des barrières non tarifaires. Il faut instaurer un flux commercial fluide afin de permettre l'accroissement des investissements et l'installation de chaînes de valeur compétitives.

En ce qui concerne le développement des infrastructures, il y a une nécessité à relier les capitales et les pôles économiques entre eux. Des projets supranationaux pourraient être conçus et mis en œuvre, par exemple, en recourant au public - private partnership qui a fait ses preuves dans de nombreux pays.

Les idées ne manquent pas bien sûr. Il faudrait, avec un peu de bonne volonté et de courage, avancer dans ce sens sur la base de stratégies bien définies et appuyées par les bailleurs de fonds.

En ce qui concerne l'UMA, nous sommes toujours dans le processus de la mise en place de la zone de libre-échange. A rappeler l'Accord de libre-échange a été paraphé par les ministres du commerce en 2010. Ceux-ci dans leur dernière réunion le 8 décembre dernier ont fixé le 30 juin pour sa signature définitive. En ce qui concerne les protocoles annexés, des progrès notables ont été réalisés. Il ne reste plus que la négociation des listes négatives. Nous espérons pouvoir y arriver avant la fin du mois de juin.

Par ailleurs, la mise en place de la Banque Maghrébine pour le commerce Extérieur et l'investissement est entrée dans sa ligne droite. Les actionnaires publics et privés se sont mis d'accord dans leur réunion le 17 février dernier de convoquer l'Assemblée constitutive avant le mois d'octobre prochain.

En ce qui concerne la thématique qui sera abordée dans cette réunion à savoir « stratégie pour une économie verte en Afrique du Nord », elle est très pertinente. L'économie verte se développe de plus en plus, en particulier dans les pays développés. A cet égard, en 2012, le bureau des statistiques

allemand a annoncé que l'économie verte en Allemagne avait dépassé pour la première fois l'industrie automobile et Dieu sait ce que représente l'industrie automobile en Allemagne.

En effet, il faut engager la réflexion sur ce secteur en faisant un état des lieux et réfléchir à une stratégie maghrébine dans ce domaine. Une coopération maghrébine dans le domaine des énergies renouvelables a été engagée. Des experts se sont réunis, mais il faut identifier d'autres secteurs de coopération, tels le recyclage des déchets, l'assainissement des eaux, et le développement d'une industrie propre dans ce domaine.

Je souhaite plein succès à vos travaux.